



MEDITERRANEE ET NOUVEAU MOYEN-ORIENT : QUELLES CONSTRUCTIONS STRATEGIQUES ?

Compte rendu de la table ronde autour de **Joseph Bahout**, *IEP Paris*, **Dominique David**, *Ifri*, **Thierry Fabre**, *MMSH*, **François Gouyette**, *ambassadeur EuroMed*, **Giovanni Levi**, *université de Venise*, **Khadija Mohsen-Finan**, *Ifri*, **Kalypso Nicolaïdis**, *université d'Oxford*, **Pierre Thénard**, *ministère des Affaires étrangères*, **Mohammed Tozy**, *université de Casablanca*

Ifri, vendredi 15 décembre 2006

Au moment où les fondamentaux de la stratégie américaine au Moyen-Orient sont remis en question, cette table ronde avait pour objet de revenir sur le rôle de l'Union européenne et des pays du pourtour méditerranéen dans cette région.

Trois raisons principales ont conduit les intervenants à reconsidérer la politique moyen-orientale de Washington : le désastre irakien, l'enlisement du conflit israélo-palestinien et la tension extrême au Liban où Israël entendait changer la carte politique au prix d'une guerre.

L'analyse a porté sur les visions décalées qu'ont Européens et Américains de ce Moyen-Orient. Pour certains, cette divergence tiendrait à une relation distincte à la force et au droit. Dans tous les cas, les Etats-Unis et l'Union européenne semblent fondamentalement différents. Partis d'une situation de monopole stratégique après le début

des années 1990, les Américains sont aujourd'hui des acteurs parmi d'autres dans la région. Quant à l'Union européenne, elle apparaît comme dotée d'une bonne volonté mais très peu crédible. Cette absence de crédibilité et de visibilité, surtout si on se situe dans les pays du Sud de la Méditerranée, est aggravée par l'écart qui existe entre l'Union européenne et les pays de cette Union. Par exemple, si la France et l'Italie sont présentes au Liban, l'Europe ne l'est pas. D'où, la nécessité de formaliser une doctrine européenne.

Par ailleurs, on peut se demander si les visions globalistes qui concernent la région Méditerranée/ Moyen-Orient sont encore pertinentes ou s'il ne s'agit que de représentations dénuées d'efficacité stratégique, auquel cas, certains préconisent de réévaluer des types de coopération spécifique à chacun des dossiers.

Le débat a également porté sur la volonté américaine de démocratiser le monde arabe dont on a vu les limites avec le blocus contre les Palestiniens pour sanctionner le résultat de leur scrutin démocratique. Sanction à laquelle les Européens ont participé, et qui a contribué à brouiller le message démocratique de l'Occident à l'égard de cette région du monde.

Quant à la question sur la capacité des pays occidentaux à se poser en pourvoyeur de modèle démocratique et éventuellement en exportateur de celui-ci, ces derniers n'ont tout simplement pas de modèles démocratiques à proposer. Toutefois, l'Europe qui ne peut exporter la démocratie peut sans doute aider les autres à l'inventer, à la créer, à se l'approprier. Mais les limites à cette action sont évidentes lorsqu'il s'agit de reconnaître la validité d'un scrutin remporté par des islamistes.